HEConomist
Focus 8e édition

Le Retard Global
de l'Europe

Mercredi
30.04.2025
18h30
Internef 263

Avec:
Ioannis Papadopoulos
Gilles Grin
Renaud Rivier
Philipp Trein

HEConomist

LE JOURNAL DES ÉTUDIANT·E·S

Introduction	p. 7	Éditorial
	p. 8	Équipe
	p. 9	Programme
	p.10	Intervenants
Articles	p.15	L’Europe : une force économique sans muscles politiques ?
	p.19	Brexit and the “red tape fallacy“
	p.22	How the Euro Crisis Shaped Today’s Euroscepticism
	p.25	Vue sur l’agriculture Européenne
Entracte	p.28	Mots croisés
Articles	p.30	L’Europe face à la crise énergétique
	p.33	Le Vieux Continent face aux nouvelles Puissances
	p.37	Friedrich Merz : l’homme qui peut sauver l’Europe ?
	p.42	L’économie chinoise contre l’Occident en 2025
	p.45	Pourquoi l’Europe peine-t-elle à créer des licornes ?
	p.50	L’Europe technologique, un avenir radieux ?
Sponsors	p.55	

Éditorial

Chères Lectrices, Chers Lecteurs,

Cette année, le FOCUS 2025 d'HEConomist s'attaque à une question aussi vaste que brûlante : le retard global de l'Europe sur la scène internationale.

Alors que le monde se redessine entre tensions géopolitiques, défis technologiques et urgences climatiques, une interrogation persiste : l'Europe est-elle encore une puissance capable de peser dans les équilibres mondiaux ? Ou l'Europe est-elle de plus en plus marginalisée à mesure que s'affirment les géants que sont la Chine et les États-Unis ?

Dans un contexte marqué par des recompositions rapides et des attentes croissantes des citoyens, ce FOCUS propose une conférence autour de cette réflexion, saupoudrée d'analyses et de débats pour comprendre les leviers, les blocages et les perspectives d'un possible renouveau européen.

Alors que vous feuilletez cette nouvelle édition, toute la rédaction vous invite à venir en discuter autour d'un café ou d'un croissant, entre 8h et 11h dans le Hall d'Internef. Et pour clore cette journée, rendez-vous dès 18h30 pour notre conférence, qui réunira spécialistes, membres du corps académique et acteur du monde politique autour d'une question centrale : quelle place pour l'Europe dans le monde d'aujourd'hui et de demain ? Comme toujours, nous tenons à remercier chaleureusement nos lecteur·ices fidèles, nos partenaires ainsi que l'ensemble des membres de la rédaction, qui font vivre HEConomist chaque année avec passion. Nous espérons que cette édition saura nourrir vos réflexions autant qu'elle éveillera votre curiosité.

Bonne lecture, et au plaisir de vous voir !

Georg Peter
Président HEConomist

Qui est derrière l’organisation du FOCUS ?

HEConomist est une association étudiante à but non-lucratif animée par une conviction simple offrir une plateforme d’expression pensée par et pour les étudiant·e·s. Depuis plus de dix ans, nous sommes un acteur vivant de la scène universitaire, mêlant journalisme, réflexion et créativité.

Notre ligne éditoriale couvre un large éventail de thématiques, allant de l’économie à la politique, en passant par la culture, la vie étudiante et les grands enjeux géopolitiques contemporains. Mais au-delà des catégories, nos sujets naissent surtout des interrogations, des intérêts et des curiosités qui traversent la vie étudiante aujourd’hui, quels que soient les sujets.

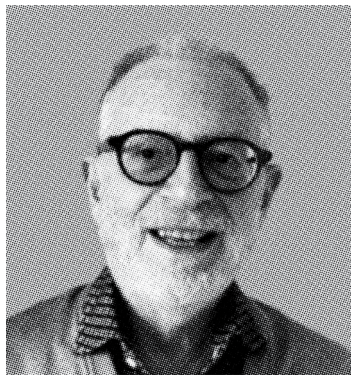
À côté de nos enquêtes, analyses et tribunes, nous cultivons aussi une plume plus légère avec nos formats collaboratifs « Nice to », qui regroupent les recommandations de la rédaction autour de thèmes variés : livres, podcasts, musiques, films, séries — mais aussi recettes, cocktails, et plus récemment, idées de voyages.

HEConomist, c’est surtout un journal vivant, au rythme des idées qui nous traversent et des histoires que nous avons envie de raconter.

Programme

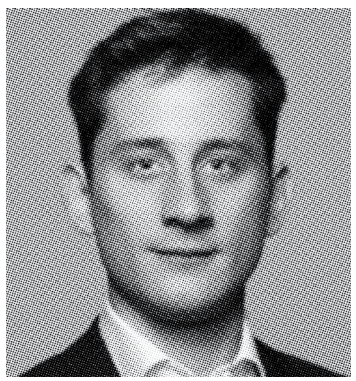
08h00 - Déjeuner	Café Croissants	Jusqu’à 11h00, un buffet rempli de croissants et de café au demi-étage d’Internef et un quiz spécialement préparé pour vous par votre équipe HEConomist.
18h30 - Ouverture	Mot de bienvenue	Georg Peter
	Table ronde	Modérateur: Ioannis Papadopoulos Invités: Gilles Grin Renaud Rivier Philipp Trein
20h00 - Clôture	Apéritif	

Nos intervenants:



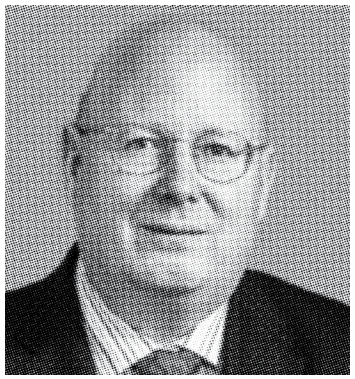
Ioannis Papadopoulos

Professeur honoraire à l'Université de Lausanne, Ioannis Papadopoulos est un expert des questions de gouvernance démocratique, de légitimité politique et de transformation des institutions. Ses recherches portent sur les tensions entre efficacité décisionnelle et responsabilité démocratique, en particulier dans les systèmes politiques complexes et multiniveaux comme l'Union européenne. Il étudie les effets de la fragmentation du pouvoir et de la délégation à des acteurs non élus sur l'action publique. Titulaire d'un doctorat en sciences économiques et sociales de l'Université de Genève, il a été professeur invité dans des institutions prestigieuses telles que Sciences Po Paris et l'Institut Universitaire Européen de Florence. Ses travaux ont été salués par plusieurs distinctions, dont le Gordon Smith and Vincent Wright Memorial Prize en 2011 pour son article sur la gouvernance multiniveau. Il continue de contribuer au débat sur l'évolution des institutions démocratiques et leur capacité à répondre aux défis contemporains.



Renaud Rivier

Renaud Rivier est un homme politique suisse, membre du parti Le Centre, où il occupe actuellement le poste de vice-président des Jeunes du Centre Vaud. Il fait également partie du comité de présidence de cette section cantonale. En septembre 2024, Renaud Rivier a pris la parole en faveur d'une réforme de la prévoyance professionnelle, soulignant l'importance d'adapter le système de retraite suisse aux évolutions démographiques et économiques. Il plaide pour une réforme proactive, visant à garantir la pérennité du modèle social suisse face au vieillissement de la population. Passionné par les questions économiques et sociales, il soutient des politiques publiques capables de répondre aux défis futurs tout en préservant la solidarité intergénérationnelle. Son engagement est marqué par une volonté de renforcer les systèmes de protection sociale et d'assurer la durabilité du modèle suisse de prévoyance, tout en prenant en compte les nouvelles réalités économiques.



Gilles Grin

Gilles Grin est un historien et politologue suisse, reconnu pour son expertise dans les relations internationales, l'histoire économique et les études européennes. Docteur en relations internationales de l'Institut de hautes études internationales et du développement (The Geneva Graduate Institute), il est actuellement directeur de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe à Lausanne. Cette institution académique et culturelle vise à préserver et promouvoir l'héritage intellectuel et politique de Jean Monnet, l'un des pères fondateurs de l'Union européenne. Gilles Grin joue un rôle clé dans la réflexion sur l'avenir de l'intégration européenne, en facilitant les échanges entre chercheurs, responsables politiques et citoyens. À travers ses travaux et ses interventions publiques, il stimule le débat sur la relation entre la Suisse et l'Union européenne, en défendant une approche fondée sur la coopération, le dialogue et le respect de la diversité des modèles politiques. Son engagement pour l'Europe s'étend à une défense active de ses valeurs fondamentales.

Philipp Trein

Philipp Trein est professeur assistant en administration publique et politiques publiques à l'Université de Lausanne, ainsi que Senior Fellow à l'Université de Californie à Berkeley. Ses recherches se concentrent sur la coordination des politiques publiques, la transformation numérique, les politiques de santé et la gestion des crises. Il a publié en 2018 Healthy or Sick? Coevolution of Health Care and Public Health in a Comparative Perspective, une étude comparative portant sur l'évolution conjointe des systèmes de soins et de santé publique. Reconnu pour ses analyses interdisciplinaires, Philipp Trein combine théorie politique, économie et administration publique dans ses travaux. Il explore les défis contemporains liés à l'adaptation des politiques publiques face aux enjeux numériques et aux nouvelles dynamiques sociales. Ses contributions enrichissent le débat sur la modernisation des structures publiques et la nécessité d'une gestion plus souple et intégrée des enjeux de société, particulièrement dans le secteur de la santé.

L’Europe : une force économique sans muscles politiques ?

Avril 2021, Ankara. Les plus hauts représentants politiques convergent vers le palais présidentiel pour une rencontre cruciale avec Recep Tayyip Erdogan. Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, fait son entrée, mais reste debout : aucun siège ne lui est réservé. Pendant qu’elle cherche où s’asseoir, Charles Michel, président du Conseil européen, et Erdogan s’installent dans de confortables fauteuils. La scène, baptisée « Sofagate », est filmée, partagée des millions de fois, et cristallise la place qu’occupe l’Europe sur l’échiquier mondial : souvent conviée, rarement écoutée. Pourquoi un tel déséquilibre ? L’Union européenne est pourtant la première puissance commerciale au monde, un acteur clé des accords climatiques et un géant de la régulation. Et pourtant, lorsqu’il s’agit de rivalités stratégiques, d’initiatives militaires ou de diplomatie de haut niveau, elle peine à prendre la main. Alors comment une telle puissance peut-elle se retrouver reléguée au second rang ?

Une puissance normative incapable d’imposer le rythme. Première puissance commerciale mondiale, l’Europe façonne le monde à travers ses normes : RGPD pour la protection des données, exigences environnementales strictes, règles de concurrence redoutées... Elle est souvent décrite comme une puissance normative, exportant son cadre réglementaire bien au-delà de ses frontières et jouant un rôle central dans les grandes négociations internationales, qu’il s’agisse de commerce ou d’investissements. Sur le papier, l’UE dispose donc d’un pouvoir considérable. Pourtant, cette influence reste largement théorique lorsqu’il s’agit d’agir concrètement sur la scène mondiale. Une part importante de ces limites réside dans la structure institutionnelle de l’Union. Contrairement à des États fédéraux classiques comme la Suisse, les États-Unis ou l’Allemagne, l’UE ne dispose ni de compétences régaliennes pleinement centralisées, ni d’un véritable gouvernement unifié. Elle fonctionne comme un système hybride, dans lequel les pouvoirs sont fragmentés entre la Commission, le Conseil et le Parlement, sans figure centrale s’exprimant d’une seule voix. Jacques Delors, ancien président de la Commission européenne (1985–1995) et grand architecte de l’Acte unique, qualifie ainsi l’UE de « fédération d’États-nation », soulignant le fragile équilibre entre les institutions européennes et la souveraineté des États membres. De son côté, Olivier Beaud, professeur de droit public à l’Université Panthéon-Assas et spécialiste de la théorie de l’État, y voit une « fédération sans État fédéral », insistant sur l’absence d’unité étatique réelle qui entrave la mise en place d’une politique extérieure cohérente et affirmée. En pratique, cette organisation repose sur des compromis permanents : pour certains sujets, la compétence est partagée entre Bruxelles et les capitales nationales,

tandis que pour d'autres, la décision reste du seul ressort des États. Ce fonctionnement ralentit l'action européenne, rend les négociations opaques et empêche l'UE d'imposer un véritable rythme sur la scène internationale. Les exemples de manque de cohésion sont nombreux : pandémie, tensions avec Moscou, disputes commerciales avec Pékin... Dans chacun de ces cas, chaque État cherche à défendre ses propres intérêts. L'Allemagne, la France ou l'Italie négocient parfois de leur côté, fragilisant ainsi l'unité européenne. Pendant que Washington adopte rapidement des sanctions, l'Europe peine à faire autre chose qu'édicter des normes, souvent contournées car issues de compromis internes. Finalement, ce défaut de centralisation et l'absence d'un exécutif fort empêchent l'Union de transformer sa puissance économique en véritable levier géopolitique.

Un modèle diplomatique à double tranchant

Certains auteurs adoptent une lecture plus large de cette faiblesse, en intégrant à leur réflexion la nature même du pouvoir européen : Zaki Laïdi qualifie l'UE de « norme sans la force », soulignant son influence par les règles plutôt que par la puissance militaire. François Duchêne la décrit comme une « puissance civile », mettant en avant son recours à la diplomatie et à l'économie plutôt qu'à la force armée. Robert Kagan pousse la métaphore plus loin en comparant l'Europe à Vénus, déesse de la négociation, face à des États-Unis martiaux, fils de Mars. Ces visions mettent en lumière les avantages et les limites d'un modèle européen fondé sur la persuasion, la prudence et le consensus. Si cette approche permet à l'Union d'endosser un rôle de médiateur et de faire valoir ses principes diplomatiques, elle montre ses failles dans des contextes de confrontation directe. L'opposition entre la « force douce » de Vénus et la rapidité brutale de Mars illustre bien cette tension : la première favorise la stabilité, la seconde l'efficacité dans l'urgence. Mais dans une époque marquée par l'intensification des rapports de force, cette posture de retenue peut vite se transformer en inertie. L'éloignement progressif du partenaire américain rend d'autant plus cruciale la capacité de l'Europe à se positionner clairement. Cette incapacité à agir promptement se traduit par une diplomatie hésitante face aux grandes puissances. L'Union dénonce les subventions industrielles massives de la Chine, mais laisse son marché inondé de panneaux solaires à bas prix. Elle s'indigne des taxes douanières imposées par les États-Unis, mais n'engage des contre-mesures qu'après des mois d'hésitation. Face à la Russie, elle multiplie les sanctions économiques tout en continuant d'importer, via des circuits détournés, des matières premières indispensables à son industrie. À chaque nouvelle crise, le même scénario se répète : l'Europe débat longuement, puis adopte une réponse atténuée, souvent après que d'autres puissances ont déjà agi. Un jour, elle proclame sa volonté d'autonomie stratégique ; le lendemain, elle se retranche sous la protection américaine. Dans un monde régi par les rapports de force, l'attentisme n'est plus une stratégie : c'est le signe d'une impuissance assumée.

Le sursaut nécessaire

Cette situation pose la question cruciale de l'indépendance militaire de l'Union. Sans armée propre, l'UE reste dépendante de l'OTAN pour garantir sa sécurité. En l'absence de moyens coercitifs puissants, son pouvoir normatif demeure vulnérable. La guerre en Ukraine a renforcé la nécessité d'acquérir une véritable autonomie stratégique, notamment dans les domaines de la défense et de l'énergie. Si l'OTAN demeure un acteur central de la sécurité sur le continent, l'Union cherche désormais à développer ses propres capacités pour réduire sa dépendance vis-à-vis des États-Unis. Mais cette ambition se heurte à un dilemme ancien : celui du « beurre et des canons ». Augmenter les dépenses militaires pour faire face aux menaces extérieures implique souvent de limiter les budgets alloués aux politiques sociales. Ce rééquilibrage budgétaire, s'il n'est pas maîtrisé, pourrait fragiliser le contrat social qui constitue l'un des piliers de l'identité européenne. L'UE se retrouve ainsi face à un défi majeur : renforcer sa puissance sans renoncer à ses valeurs. Pour sortir de cette impasse, trois leviers s'avèrent indispensables : simplifier la gouvernance pour rendre la prise de décision plus réactive ; fonder une doctrine de politique étrangère commune au lieu de masquer les divergences ; et surtout, transformer le poids économique de l'Europe en levier politique, en conditionnant l'accès à son marché à des critères stratégiques clairs. Finalement, dans l'affaire du « Sofagate » turc, ce n'est pas seulement l'ego d'Ursula von der Leyen qui a été froissé : c'est le symbole d'une Europe incapable de peser sur le cours du monde. Géante économique, elle pourrait imposer ses conditions, structurer ses relations internationales à travers sa propre diplomatie, et faire entendre sa voix. Mais elle privilégie l'indécision et la retenue. Résultat : lorsqu'elle intervient, c'est souvent trop tard, trop peu, ou dans l'ombre d'autres puissances. Et pourtant, le potentiel reste immense. Comme le disait Jean Monnet : « Je ne suis ni optimiste, ni pessimiste, je suis déterminé. » C'est cet esprit que l'Union devra retrouver si elle veut peser dans les rapports de force contemporains. Sans une refonte de son mode de décision, sans un usage stratégique de ses atouts industriels et financiers, l'Europe continuera d'être ce colosse sans voix, solide sur le papier, mais discret sur la scène internationale. Mais si elle décide enfin d'assumer un véritable leadership, de parler d'une seule voix et d'investir sa puissance économique au service d'une vision politique, alors le vieux continent pourrait redevenir ce qu'il prétend être : un acteur qui compte vraiment dans le grand jeu mondial. Car aujourd'hui, on n'écoute que ceux qui écrivent les règles – et qui sont prêts à les faire respecter.

Samantha Cotter & Gwendoline Munsch

Brexit and the “red tape fallacy“

During a fake news-plagued Brexit campaign, the Leave camp remained confident in the United Kingdom’s ability to thrive on its own, by negotiating its own trade agreements around the world more swiftly than the European Union and without the hassle of complying with absurd European legislation. The bureaucratic excesses of Brussels, imposed upon member states through the Court of Justice, remain a leitmotif in Eurosceptic discourse. Although demands stemming from the Commission are by no means perfect, Peter Foster – a British policy specialist for the Financial Times - makes the point that arguing in favour of Brexit by claiming that EU law burdened British businesses was fallacious. As he argues in his 2023 essay book What Went Wrong with Brexit and What We Can Do About It, the ever-criticised regulations stopping British ingenuity could have also been praised as the “bureaucratic oil that greases the wheels of trade”. As the UK has been one of G20’s slowest-growing countries since 2020, let’s take a glimpse at how the British economy has sometimes struggled integrating the European market ever since leaving, thanks to new red tape at the border of the continent.

Pressure on small and medium businesses

Among all economic actors, small and medium-sized businesses trading with Europe have suffered the most from increased paperwork due to Brexit. While larger corporations have managed to cope with the administrative burden imposed by the re-emergence of trade borders with the single market, small and medium-sized businesses have struggled. Foster gives the examples of a tea company and of an industrial heater business. The former had to adapt to new VAT regimes, and legislation on organic products and customs, while the latter had to hire another member of staff to manage paperwork. In short, both not benefiting from the European Union’s regulatory umbrella anymore and thus enduring increased operating expenses, they decided to move their exporting activities to the Netherlands. As Guardian columnist Polly Toynbee reports, Brexit has failed to reduce regulation despite Tory hopes and claims, though. Businesses do not want deregulation “for its own sake,” say the British Chambers of Commerce, but rather regulatory stability – and consistency.

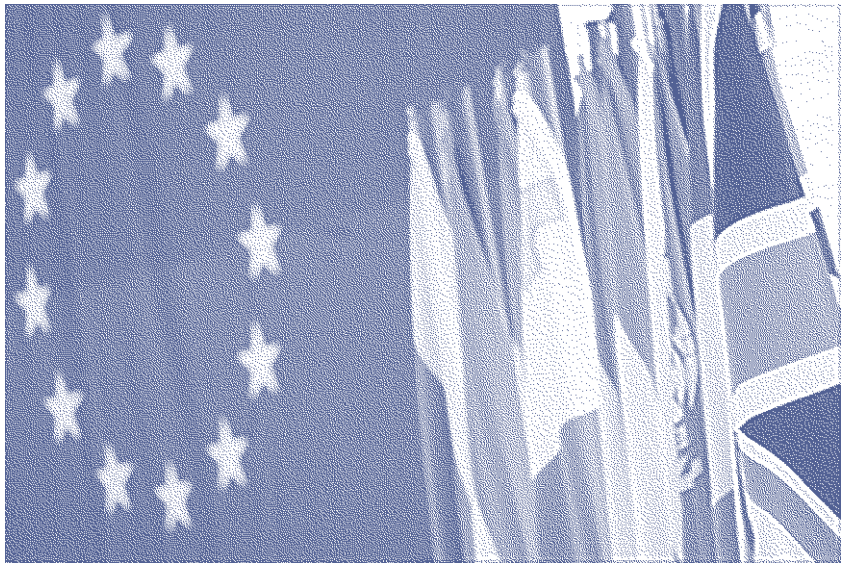
With the stricter new “points” regime on workers’ freedom of movement, small and medium businesses have also struggled with hiring competent workers, mostly in the fields of construction, manufacturing and hospitality. Overall, with a decline in 6,4% of British exports, SMEs have been pointed out as the most affected by the withdrawal from the single market.

Costs of domestic standards

Despite the bright promise of a Global United Kingdom, more than 40% of British exports of goods and services went, and still go, to the 27 countries and 450 million citizens that make up the European Union. Therefore, British goods being able to integrate the single market as smoothly as possible through conformity to continental norms was crucial. In this regard, the United Kingdom has arguably failed on certain aspects. When the 'United Kingdom Conformity Assessed' (UKCA) certification for goods produced locally was announced in 2020 as a functional replacement to the CE (Conformité Européenne), Brexit supporters did endorse it as a step away from Brussels' red tape. Still, as Remainers argue, what is the use of having a domestic-only marking that would not be recognised by the biggest trade partner, hence meaning further paperwork down the line for the product to be recognised in Europe as well as for importing businesses? On the businesses' side, this means that integrating UK firms in supply chains becomes costlier. There is also further pressure on the state's side, due to a new British goods certification regime requiring investment in testing infrastructure, a system that previously used to be managed by the European Union. By gaining more regulatory independence, the UK becomes less attractive outside of their domestic market, and has to manage new infrastructure and paperwork. As for the largely exporting automobile sector, the European Safety Regulation has been amended since Brexit. Hence, British manufacturers have had the freedom not to comply, allowing for innovation (such as producing data for autonomous vehicles), but British cars that do not meet European standards can deter foreign buyers. With the combined effects of Brexit-induced tariff raises and legislative instability, semiconductor shortages, new environmental legislation, and COVID-19, car production on British soil is ebbing. Withdrawing from all the regulations also means being left out from evident improvements such as the new directive over USB-C chargers, which are now mandatory for electronic gadgets bought in the European Union. This measure is expected to prevent thousands of tons of electronic waste and should help consumers save up to 250 million euro a year. The British government is still considering the issue. Switzerland (where the CE certification is recognised) will import the new norm despite being outside of the Union, thanks to its agreement for mutual recognition of norms with the EU. A similar path could be a future solution for the United Kingdom.

New expectations under Starmer

As Keir Starmer becomes the first post-Brexit Labour Prime Minister, he has pledged a "Brexit reset," closer collaboration between the UK and the EU on defence and security is expected, and European Council President António Costa has announced that both parties want to "do more together." A meeting in May between the two as well as with Ursula Von der Leyen has been announced. Although little policy details have been disclosed, one can hope for British trade that they will lead to more consistent and flexible agreements.



Jean-Baptiste Fasel

How the Euro Crisis Shaped Today's Euroscepticism

The European debt crisis might not be the root of all of Europe's woes, but it serves as a critical turning point in the EU's success story. Dominant media narratives blamed Southern Europe's fiscal mismanagement, deepening EU divisions. However, Northern nations share equal responsibility, and their refusal to acknowledge it has created dangerous frictions within the EU.

Beggar Thy Neighbour

Concerns about the single market and monetary union emerged early on, due to the structural differences in development between EU countries. In the 2000s, highly developed, albeit smaller, Northern economies were running large export surpluses. In the mid-2000s, they were joined by the EUs biggest economy, Germany, as it came out of the post-unification recession. It escaped the recession through "beggar-thy-neighbour" policies: pushing wages downward through austerity and outsourcing parts of its production to Eastern Europe. As Heiner Flassbeck notes: "A comparable product, which in 1999 had been sold at the same price in all EMU member countries, could be sold by Germany in 2010 at a price that was 25% lower, on average, than in other EMU countries, without any change in the profit margin of the German producers." These policies came at the expense of Southern economies, as they now had to absorb continuously larger exports due to the relative size of the German economy. This is visible in the current account surplus of Northern and the deficits of Southern European nations in the graph below: (Fig.1). To understand the impact of imbalances, consider the lens of employment. An export surplus means a country produces more than it consumes domestically, relying on foreign demand to sell its excess and keep the people that produce the surplus employed. Usually, the exporter's currency would appreciate, making their exports less competitive and imports cheaper, leading to a rebalancing. This wasn't possible in the EU. So, countries let exports replace domestic production and shifted employment to another sector sustained by debt and investment. The only other alternative was making exports competitive through German style austerity, a political non-option. This is what happened in Spain. Foreign investment created a large, debt-driven construction and property boom, and resources were shifted to that sector, as industrial production was neglected, since Northern absolute advantages made Southern industry less profitable Spain, therefore, couldn't produce the goods needed for the boom and had to import them, primarily from Germany, increasing its trade deficit. German profits then flowed South, fuelling the boom again and creating a bubble. Similar versions of this story were occurring in other Southern nations, all ending in deindustrialisation and debt build-ups. The last part of the puzzle is the banking system that allocated these capital flows in the South due to higher returns there. Large imbalances meant large amounts of funds that increased the banks' balance sheets to the size of the GDP of large European countries. It was in this context that both the subprime crisis in 07/08 and the Euro crisis hit (Fig. 2). To make matters worse, the EU was completely unprepared for what was to come.

(Fig. 1) p.41

(Fig. 2) p.41

Austerity as Repentance

When Greece revealed the financial misreporting of its deficits in 2009, the EU was paralyzed and completely botched the response. Losses in both public and private credit put the banks' balance sheets in danger. But after 07/08, the public wouldn't have supported another bank bailout. In the end, what was agreed upon was essentially a bank bailout disguised as a government bailout. On the then dominant media narratives Matthijs and McNamara comment: "Hard work, prudent savings, moderate consumption, wage restraint, and fiscal stability in Germany were seen as Northern virtues and were juxtaposed to the Southern vices of low competitiveness, meager savings, undeserved consumption, inflated wages, and fiscal profligacy in the Mediterranean. The solution to the crisis accordingly became one of 'necessary' pain and atonement in the countries of the periphery." Greece, and later other Southern European nations, had no choice but to accept severe austerity, the consequences of which are still felt today. Those who had to "atone" the hardest were the least responsible. People across the South paid the price, while those that profited, namely banks, creditors and Northern European countries lost very little in comparison. More importantly, the narrative that Southern governments were spending wastefully doesn't really hold up. While there was mismanagement and a general lack of economic reforms, Southern borrowing was not excessive. For example, Greek debts accumulated before the 2000s were more detrimental to its economy than those accumulated during the boom. On the contrary, low interest rates even encouraged further borrowing. Furthermore, putting the foot on the break during the boom was politically neither desirable nor feasible.

Redemption for the EU

In response, the EU addressed banking vulnerabilities with new regulations and mechanisms to increase the robustness of the sector, as well as the speed with which it can respond to a crisis. However, the question of the trade imbalances remains, although less intra EU imbalances, but with the rest of the world, as the EUs current account surplus grew after the crisis and other countries notably the USA had to ab-

sorb them. Something Trump now seems to be unwilling to do. The remedy is for the EU to rebalance. Concretely, the EU would have to soften fiscal rules to allow for much needed investments. Northern surplus countries should take the lead here as they are the ones with the power and fiscal space to do so. This would lead to a reduction in exports as more goods are needed domestically and increasing imports reducing imbalances without negative effects on GDP or employment. Further, this would reduce dependence on foreign buyers, making the EU more competitive and stimulating production in Southern economies. (Fig. 3)

(Fig. 3) p.41

The Wages of Austerity

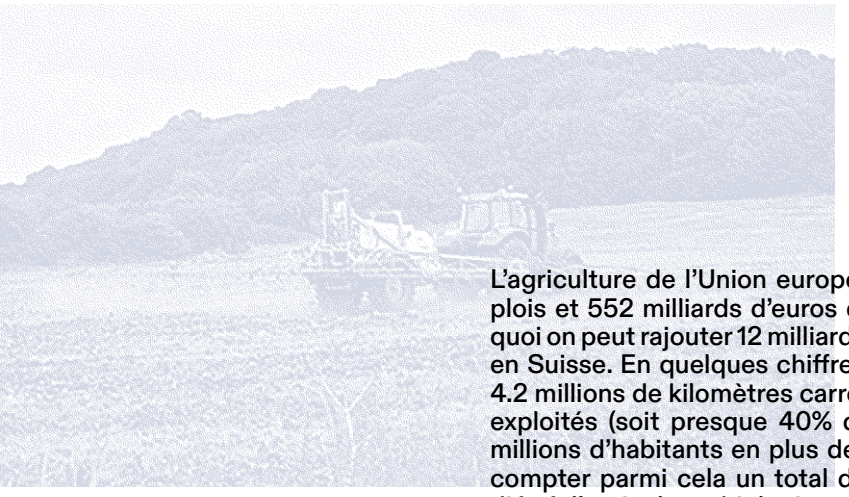
These anti-European narratives returned with a vengeance in the following years. It is not hard to see why if you look at ordinary taxpayers. Germans had to accept significant wage cuts, lower benefits, and crumbling infrastructure over the past 20 years. The AfD was initially founded as an anti-EU party and has since been channelling strong economic dissatisfaction. Conversely, people in the South had to endure brutal economic austerity to “atone” for a crisis that was not their fault, to bail out banks they did not support, all while being demonized by the media. As a backlash, Eurosceptic parties like M5S or SYRIZA gained popularity. This was never a nationalist issue but rather a class issue. However, the dominant narrative reframed it as a nationalist, anti-European one. As a result, Anti-EU rhetoric championed by anti-EU parties did not fall on deaf ears, as the negatively affected, mostly poorer, groups of society seemingly found a remedy to all their problems, allowing their “champions” to continuously gain power.

Divided We Fall

Today, Europe is lagging its contemporaries, and only significant change can help it catch up. A pan-European investment offensive to help its struggling economy and prepare it for the brewing geopolitical storm could get it out of this slump and heal the intra-European rift. In the words of Lorenz von Stein: “A state without public debt is either doing too little for the future or demanding too much from the present”. At present, Europe is guilty of both.

Jonas Bruno

Vue sur l’agriculture Européenne



L’agriculture de l’Union européenne, c’est 8.7 millions d’emplois et 552 milliards d’euros de richesses créés en 2023, à quoi on peut rajouter 12 milliards de francs et 160’000 emplois en Suisse. En quelques chiffres l’Union européenne, ce sont 4.2 millions de kilomètres carrés, dont 155 millions d’Hectare exploités (soit presque 40% du territoire) pour nourrir 449 millions d’habitants en plus des exportations. On peut aussi compter parmi cela un total de 16.9 millions d’hectares dédiés à l’agriculture biologique, soit 10% des terres agricoles pour représenter 4% du marché avec 45 milliards d’euros de ventes. L’Union européenne affiche également un excédent dans sa balance commerciale agroalimentaire, porté par une forte croissance des exportations de produits transformés, au détriment des matières premières. Dans ce contexte, la notion de retard apparaît comme une question arbitraire. Les productions européennes bénéficient d’une reconnaissance internationale à travers les appellations d’origine protégée. Le véritable enjeu ne réside pas tant dans la compétition internationale que dans l’incapacité de l’Europe à répondre aux défis planétaires, et plus largement, à l’effondrement du vivant sur Terre.

Production, entre la sécurité alimentaire et baisse des coûts

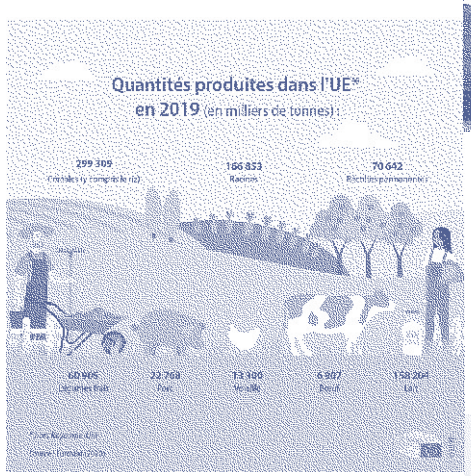
Observons de plus près le marché des céréales européennes. En 2019, l’Union européenne a enregistré une récolte de près de 300 millions de tonnes de céréales, comme l’illustre l’infographie ci-dessous. Les prix sont fixés par le marché, selon la loi de l’offre et de la demande. Toutefois, pour certains types de produits, des prix plancher peuvent être instaurés lorsque les cours sont trop bas, afin d’éviter la vente à perte. Au regard des chiffres de production, il apparaît clairement que la production annuelle, complétée par les importations, suffit largement à nourrir l’ensemble de la population européenne. Cela explique pourquoi l’Europe affiche l’un des taux les plus bas du Global Hunger Index (GHI). Cette réalité est d’autant plus frappante lorsque l’on considère qu’un Européen gaspille en moyenne 132 kilogrammes de denrées alimentaires par an.

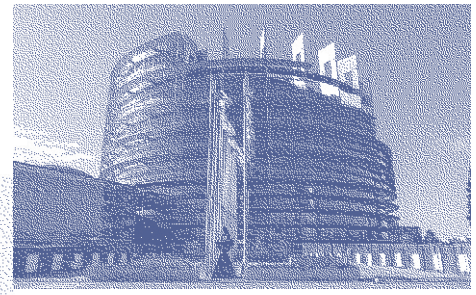
Politique agricole commune (PAC)

Instaurée en 1962 et débattue dès 1957 dans le cadre du Traité de Rome, la politique agricole commune (PAC) poursuit les objectifs suivants, selon le site de la Commission européenne :

1. Garantir un approvisionnement stable et à prix abordable en denrée alimentaire
2. Assurer un niveau de vie décent aux agriculteurs
3. Lutter contre le changement climatique et préserver les zones rurales
4. Promouvoir l’emploi dans les secteurs agro-industriels et associé

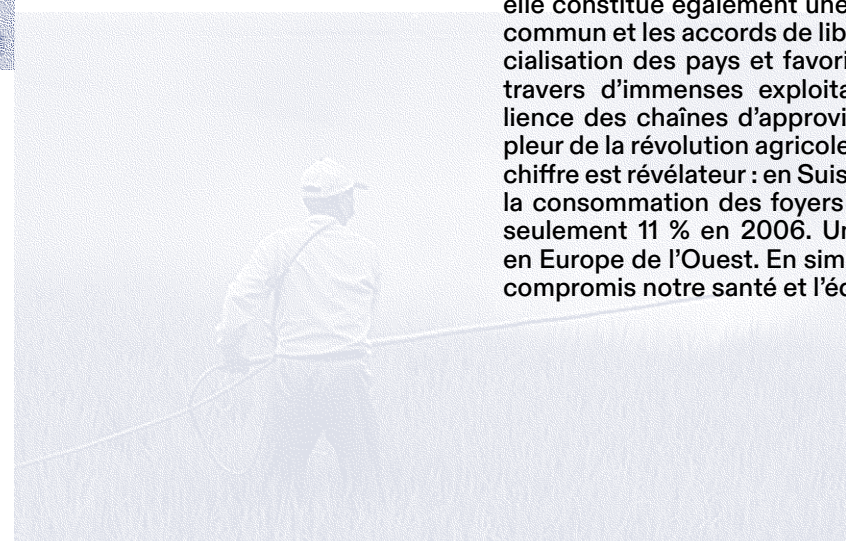
Dans cette perspective, un budget de 387 milliards d’euros (le tiers du budget de l’UE) est reversé sur une période de 6 ans en aide aux revenus, développement rural et mesures de marché. Ainsi, un système de paiements directs a été mis en place : des fonds sont versés directement aux agriculteurs en fonction de la superficie de leurs exploitations, afin de soutenir leur production et de compléter leurs revenus. En moyenne, les agriculteurs de l’Union européenne travaillent 41,2 heures par semaine pour un revenu annuel moyen de 28’800 euros, avec de fortes disparités selon les pays et les types d’exploitations. Il s’agit donc d’un métier exigeant, d’autant plus exposé aux aléas climatiques et à la concurrence internationale. Cette politique apparaît donc incohérente au regard des autres activités européennes. L’accord commercial avec le Mercosur en est une illustration : il révèle un décalage manifeste entre l’industrie et l’agriculture. Dans le contexte de la mondialisation, les dirigeants européens ont fragilisé le secteur agricole, privilégiant le renforcement des industries manufacturières. Sur le même sujet, un des objectifs des politiques européennes était de faire passer l’agriculture biologique à 25% des terres agricoles exploitées d’ici 2030. On voit malheureusement que cette politique ne peut pas coïncider avec des prix stables et bas, la production biologique étant par définition moins productive pour une surface donnée, et donc plus coûteuse. Par ailleurs, si le modèle de l’agriculture biologique repose sur un principe louable, il demeure sujet à débat. Il peut en effet apparaître comme injuste et élitiste. Garantir l’égalité d’accès à l’alimentation est essentiel : une conscience écologique ne saurait être un privilège réservé à ceux qui en ont les moyens.





Destruction de l’environnement et de la vie

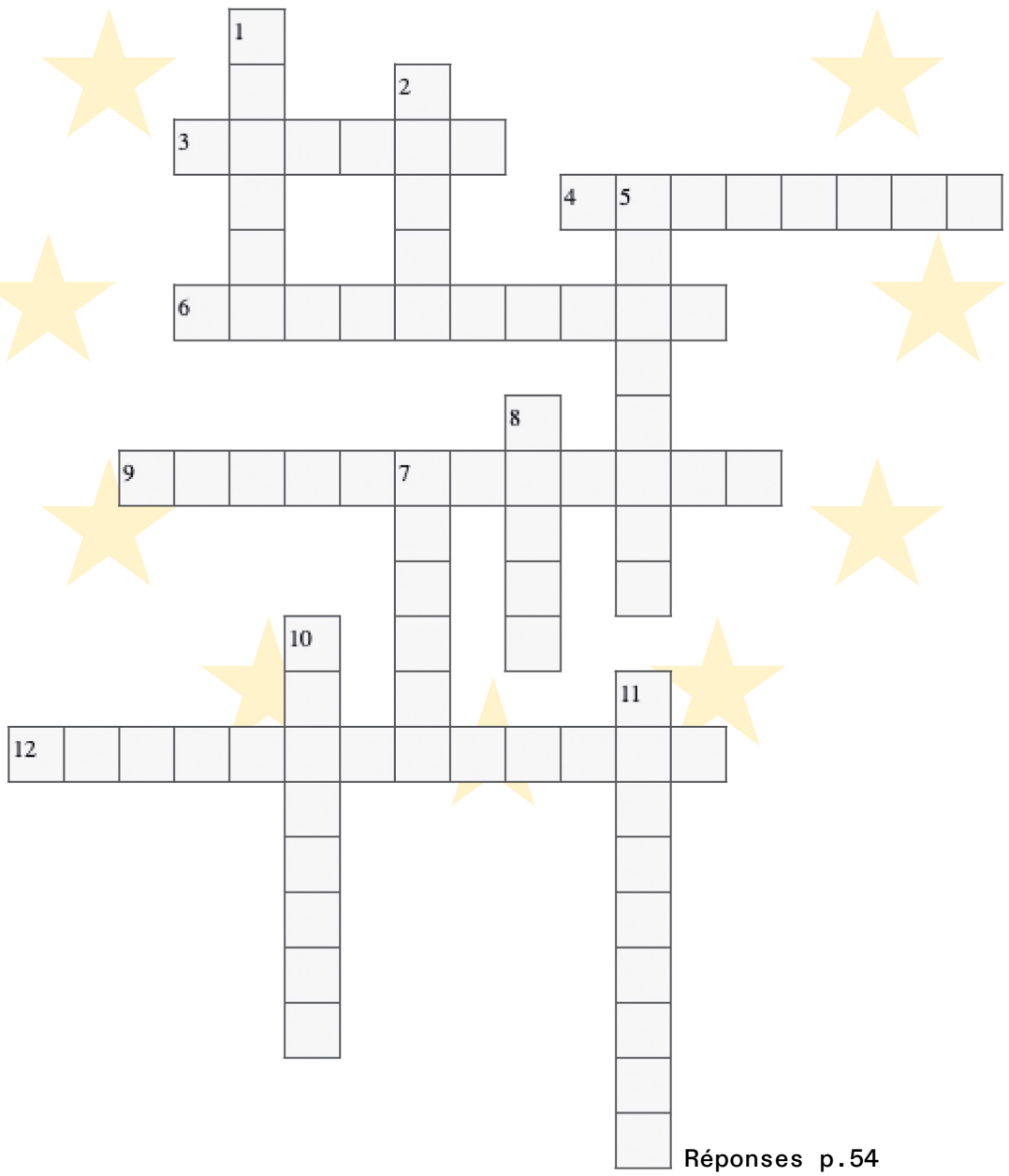
L’agriculture moderne dépend de plusieurs facteurs de production : la mécanisation, les engrais de synthèse et les pesticides. En moyenne, en Europe, on utilise en moyenne 3,2 kg de pesticides par hectare afin de protéger les récoltes des insectes, des champignons et des mauvaises herbes. Leurs effets sur l’environnement et la biodiversité ne sont plus à démontrer : pollution des sols, de l’air et des eaux, menant à l’élimination de pratiquement les deux tiers des insectes volants et une réduction drastique de la biomasse d’insecte même dans des zones protégées. Cela a également de lourdes conséquences sur les populations humaines. Une étude de biosurveillance a révélé que 83 % des participants présentaient la présence d’au moins deux pesticides dans leur organisme. Les principales voies de contamination sont l’alimentation et la respiration. Ce constat s’inscrit dans une réalité encore plus alarmante : l’eau de pluie est désormais impropre à la consommation partout sur Terre. Même si nous cherchions à inverser la tendance, les polluants éternels laisseront des traces indélébiles, condamnant certains écosystèmes à ne jamais renaître.



Deux visions

On distingue ainsi deux approches de l’agriculture en Europe : d’un côté, les grandes exploitations axées sur des prix bas, la productivité et l’efficacité ; de l’autre, une agriculture de taille moyenne ou petite, plus responsable, en harmonie avec la nature et bénéfique pour la santé. Ces deux modèles ne sont pas nécessairement incompatibles avec la préservation de l’habitabilité de la planète. On pourrait concevoir des parcelles de terres hautement productives destinées à nourrir les populations, limitant ainsi la nécessité de dénaturer davantage d’espaces essentiels à la biodiversité. Pourtant, aucune de ces voies n’est véritablement privilégiée. Le marché, laissé à lui-même, favorise une surproduction structurelle qui entraîne une baisse des prix et une qualité minimale, au profit des industriels, tandis que les consommateurs, soucieux des coûts, continuent de privilégier les produits les moins chers. L’avenir reste incertain. Si l’Union européenne apparaît comme une solution pour garantir la sécurité alimentaire, elle constitue également une partie du problème. Le marché commun et les accords de libre-échange encouragent la spécialisation des pays et favorisent les économies d’échelle à travers d’immenses exploitations, fragilisant ainsi la résilience des chaînes d’approvisionnement. Pour illustrer l’ampleur de la révolution agricole depuis le XXe siècle, un dernier chiffre est révélateur : en Suisse, la part de l’alimentation dans la consommation des foyers est passée de 40 % en 1939 à seulement 11 % en 2006. Une évolution similaire s’observe en Europe de l’Ouest. En simplifiant notre survie, nous avons compromis notre santé et l’équilibre de la planète.

Adrien Mocaer



Réponses p.54

Horizontalement

3. Considéré comme l'un des « pères fondateurs » de l'Europe, premier président de la Haute Autorité de la CECA.

4. Accord permettant la libre circulation des personnes entre les pays signataires.

6. Traité signé en 1992 qui a officiellement créé l'Union Européenne et établi les critères de convergence économique.

9. Principe selon lequel l'UE n'agit que si les objectifs ne peuvent être atteints efficacement par les États membres.

12. Processus d'admission de nouveaux États membres dans l'Union Européenne.

Verticalement

1. Alliance institutionnelle entre la Commission européenne, la Banque centrale européenne et le FMI, notamment lors de la crise grecque

2. Terme désignant une hypothétique sortie des Pays-Bas de l'Union Européenne, sur le modèle du Brexit.

5. Politique visant à réduire les écarts de développement entre les régions européennes

7. Président de la Commission européenne (1985-1995) qui a relancé l'intégration européenne et supervisé le marché unique

8. Ville néerlandaise siège de la Cour internationale de Justice et de plusieurs institutions européennes.

10. Auteur du « Manifeste de Ventotene » et promoteur du fédéralisme européen, dont un bâtiment du Parlement européen porte le nom.

11. Principe de vote au Conseil européen exigeant l'accord de tous les États membres pour certaines décisions.

L'Europe face à la crise énergétique

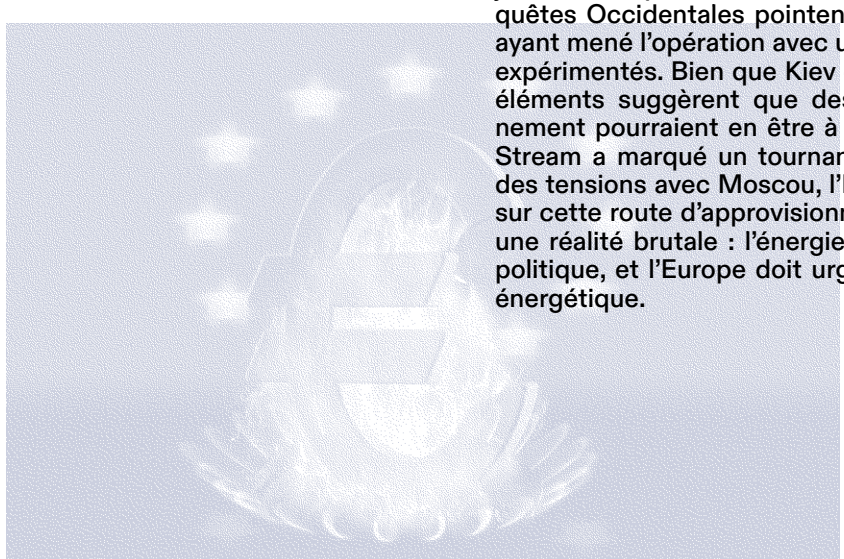
Depuis la guerre en Ukraine, l'Europe est en pleine tempête énergétique. Finis le temps où elle pouvait compter sur le gaz russe bon marché pour alimenter son économie. Aujourd'hui, elle doit jongler entre sanctions, nouvelles alliances et une transition écologique qui avance trop lentement. Le sabotage des gazoducs Nord Stream en 2022 a été un vrai électrochoc : il a montré que l'énergie n'est pas qu'un simple bien de consommation, c'est aussi une arme géopolitique. Entre dépendance aux États-Unis, montée en puissance de la Chine et réalignement des alliances, l'Europe est à la croisée des chemins. Comment en est-elle arrivée là ? Et surtout, a-t-elle encore une chance de s'en sortir ?

Une dépendance énergétique qui s'est construite sur des choix stratégiques douteux

Pendant des années, l'Europe a misé sur le gaz russe pour faire tourner ses industries et chauffer ses foyers. Pourquoi ? Parce que c'était simple, peu cher et accessible via des infrastructures comme les gazoducs Nord Stream 1 et 2, qui reliaient directement la Russie à l'Allemagne sous la mer Baltique. Ce partenariat énergétique, porté par Berlin et Moscou, était vu comme un pilier de la stabilité économique européenne. Mais cette dépendance a fini par devenir un piège. Quand la Russie a envahi l'Ukraine en février 2022, tout a changé. L'Europe a imposé des sanctions sévères et Moscou a répliqué en réduisant progressivement ses livraisons de gaz. Résultat : une flambée des prix de l'énergie et un casse-tête politique pour l'UE, qui devait trouver en urgence d'autres sources d'approvisionnement.

Nord Stream : un sabotage qui change la donne

Le 26 septembre 2022, une série d'explosions sous-marines détruit les gazoducs Nord Stream 1 et 2 en mer Baltique. Cet acte de sabotage prive définitivement l'Europe de cette infrastructure clé et alimente immédiatement les spéculations sur l'identité des responsables. Qui aurait intérêt à faire disparaître ce lien énergétique entre la Russie et l'Europe ? Trois grandes hypothèses ont circulé dès le départ : La Russie ? Certains ont avancé l'idée que Moscou aurait pu saboter ses propres infrastructures pour semer la confusion, exacerber les tensions et envoyer un message de force. Cependant, cette théorie a toujours semblé peu crédible, car la Russie perd avec ce sabotage un levier de négociation majeur sur l'Europe. Les États-Unis ? Washington s'est opposé à Nord Stream 2, estimant qu'il renforçait l'influence de Moscou sur l'Europe et affaiblissait la dépendance européenne au gaz américain. Certains ont suggéré que les États-Unis auraient pu voir dans ce sabotage un moyen de forcer l'Europe à diversifier ses sources d'approvisionnement, notamment en se tournant vers le GNL américain. L'Ukraine ou un acteur proche de Kiev ? L'Ukraine s'est toujours opposée à Nord Stream, qu'elle considérait comme un projet visant à contourner son territoire et à lui retirer un levier stratégique sur l'acheminement du gaz russe vers l'Europe. De plus, avec la guerre en cours, couper ce lien énergétique entre l'Europe et la Russie servait ses intérêts, cela rendait toute réconciliation énergétique entre Moscou et l'Europe beaucoup plus difficile. Aujourd'hui, la piste ukrainienne est la plus probable. Des enquêtes Occidentales pointent vers un groupe pro-ukrainien ayant mené l'opération avec un bateau civil et des plongeurs expérimentés. Bien que Kiev démente toute implication, ces éléments suggèrent que des acteurs proches du gouvernement pourraient en être à l'origine. Le sabotage de Nord Stream a marqué un tournant. Même en cas d'apaisement des tensions avec Moscou, l'Europe ne pourra plus compter sur cette route d'approvisionnement. Cet événement illustre une réalité brutale : l'énergie est désormais une arme géopolitique, et l'Europe doit urgemment repenser sa stratégie énergétique.



Une indépendance énergétique… ou juste une nouvelle dépendance ?

Après la coupure du gaz russe, l'Europe a cherché des alternatives. Mais au lieu de devenir indépendante, elle a juste changé de fournisseurs. Le GNL américain et qatari : l'Europe a massivement investi dans des terminaux méthaniers pour importer du gaz liquéfié des États-Unis et du Qatar. Mais ce gaz coûte plus cher que le gaz russe et nécessite un transport maritime vulnérable aux tensions géopolitiques. Le pétrole russe… toujours présent. Malgré les sanctions, du pétrole russe arrive encore en Europe via des circuits détournés (Inde, Chine, Émirats). C'est une hypocrisie qui montre que l'Europe a du mal à couper complètement les ponts. Bref, l'Europe a troqué une dépendance pour une autre. Elle reste vulnérable aux fluctuations des marchés et aux tensions géopolitiques.

Une crise qui s'étend bien au-delà de l'énergie

Cette crise énergétique entraîne des conséquences qui dépassent largement le simple prix de l'électricité. Elle affecte directement l'économie européenne et la géopolitique mondiale, notamment les industries qui sont sous pression. Des entreprises européennes, notamment dans la chimie et la métallurgie, menacent de se délocaliser aux États-Unis ou en Asie, où l'énergie est moins chère. Il y a également une montée des inégalités : la flambée des prix a plongé des millions d'Européens dans la précarité énergétique. Chauffer son logement est devenu un luxe pour certaines familles. On peut mentionner aussi les répercussions géopolitiques de cette crise. L'Europe s'est rapprochée des États-Unis, qui sont devenus un fournisseur clé de GNL. Pendant ce temps, la Chine et l'Inde profitent de la situation en achetant du gaz et du pétrole russe à bas prix, renforçant ainsi leur compétitivité face à une Europe qui, elle, paie son énergie au prix fort. Si l'Europe veut éviter de rester le jouet des grandes puissances énergétiques, elle doit prendre des décisions stratégiques fortes :

- Accélérer le développement des renouvelables : l'éolien, le solaire et l'hydraulique sont la clé d'une autonomie à long terme. Mais cela demande des investissements massifs et une modernisation des réseaux électriques.
- Relancer le nucléaire : certains pays, comme la France, y voient un levier de souveraineté énergé tique. Mais d'autres, comme l'Allemagne, s'en méfient toujours.
- Diversifier encore plus ses fournisseurs : miser uniquement sur les États-Unis ou la Norvège n'est pas une solution viable. L'Europe doit établir des partenariats avec d'autres pays, notamment en Afrique et en Amérique latine.
- Miser sur l'efficacité énergétique et la sobriété : rénover les bâtiments, encourager les économies d'énergie et investir dans des infrastructures plus performantes.

L'Europe peut-elle redevenir maîtresse de son destin énergétique ?

L'Europe est à un moment décisif. Elle a réussi, en partie, à se détacher de la Russie, mais elle reste fragile et vulnérable face aux tensions internationales. Sans une vraie politique énergétique coordonnée, elle risque de subir les décisions des grandes puissances plutôt que de les influencer. Le défi est immense, soit l'Europe parvient à bâtir une véritable souveraineté énergétique, soit elle continuera d'être dépendante, changeant juste de maître au fil des crises. L'avenir de son modèle économique et social en dépend.

Mina Ghassabi

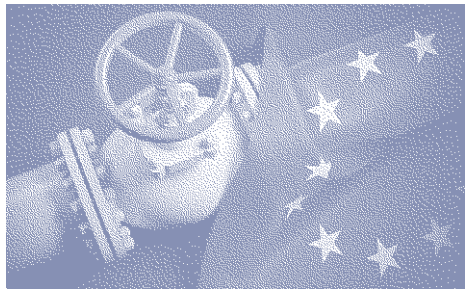
Le Vieux Continent face aux nouvelles Puissances

L'organisation politique unique de l'Union européenne a souvent été présentée comme un modèle pionnier de gouvernance. Basé sur la coopération, le multilatéralisme et le libre-échange, il a contribué à faire renaître le continent de ces cendres après les ravages des deux guerres mondiales. S'il a longtemps fait la force de l'UE, ses failles apparaissent plus que jamais : la pandémie et l'invasion de l'Ukraine ont mis en lumière l'ampleur de la dépendance énergétique, industrielle et sécuritaire du Vieux Continent.

Dépendance énergétique

L'invasion de l'Ukraine par la Russie a été un choc pour l'Europe. Les prix de l'énergie ont fortement augmenté à la suite de l'arrêt des importations de gaz russes. Le continent est très dépendant des importations pour sa couverture énergétique, avec seulement 45% de sa production sur le sol européen. Les gouvernements ont cherché de nouveaux partenaires comme l'Iran ou l'Arabie Saoudite pour remplacer la Russie, mais cela n'a fait que déplacer le problème sans le résoudre véritablement. Pour assurer un avenir énergétique serein, certains acteurs appellent à accélérer la transition vers les énergies renouvelables, ce qui réduirait la dépendance européenne aux hydrocarbures. « Réduire le rythme de la décarbonation revient à se condamner à rester sous la menace de chocs de prix, combinée à des risques de pénurie. La transition vers un modèle décarboné est de toute façon un impératif géopolitique absolu, pour s'éloigner d'un monde fossile sur lequel les Européens n'ont pas de prise. »

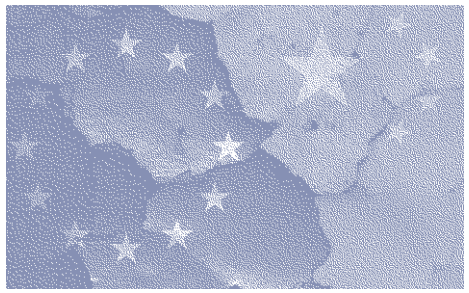
Dépendance industrielle et technologique



Cette transition énergétique met en lumière une autre dépendance européenne : celle aux technologies et aux industries manufacturières chinoises. La mondialisation a poussé les entreprises européennes à délocaliser afin d'économiser sur les coûts de production, faisant de la Chine la première source des importations européennes. Résultat : « la concentration des importations de produits dépendants sur quasiment une seule source principale, la Chine ». Ordinateurs, semi-conducteurs, produits pharmaceutiques, minerais essentiels, et les technologies vertes en sont des exemples. Pour contrer cela, l'UE a adopté le « European Chips Act » visant à « renforcer la compétitivité et la résilience de l'Europe dans les applications et les technologies des semi-conducteurs ». L'Europe doit aussi diversifier ses partenariats et investir dans la production locale d'équipements technologiques pour réduire le coût d'un désengagement des fournisseurs chinois.

Dépendance sécuritaire

La guerre en Ukraine a ravivé les préoccupations sécuritaires de l'Europe. Longtemps assurée par l'OTAN, la défense européenne est fragilisée par la divergence croissante des intérêts entre Washington et ses alliés. Cette dynamique souligne une réalité inconfortable : l'Europe incapable d'assurer seule sa propre défense, demeure soumise à la bonne volonté américaine. Face à cette situation, les États membres ont massivement augmenté leurs budgets militaires, amorçant une remilitarisation sans précédent. Une évolution que certains observateurs, comme le général Vincent Desportes, déplorent : « Nous étions parvenus à un abaissement des tensions et à une diminution des arsenaux; nous faisons un bond en arrière. Ce n'est jamais très bon pour la paix. » La question qui se pose désormais est celle d'une stratégie de sécurité européenne autonome, conçue et menée par les Européens eux-mêmes. Mais cette ambition implique de repenser le rôle de l'UE vis-à-vis des États-Unis et la relation future avec la Russie. L'enjeu est de trouver un équilibre entre la nécessité d'assurer une défense efficace et le risque d'une escalade militaire incontrôlée. Or, une vision commune peine à émerger en raison des différences stratégiques entre les États et d'un manque de leadership clair au sein de l'Union. Parmi les solutions envisagées, la création d'une armée européenne revient régulièrement dans les débats. Cela permettrait de renforcer la souveraineté militaire et coordonnerait les efforts de défense des différents pays. Toutefois, cette perspective se heurte à des obstacles politiques et structurels majeurs : quelle gouvernance ?, Quels objectifs communs ?,... Dépasser la dépendance sécuritaire vis-à-vis des USA reste l'un des défis les plus complexes pour l'Europe. Si la nécessité d'une autonomie stratégique fait consensus, sa mise en œuvre concrète demeure encore largement incertaine.



Pressions géopolitiques

Ainsi, les pays de l'UE sont régulièrement soumis à des pressions et à des ingérences extérieures. Conscientes de la fragilité politique actuelle du continent, certaines puissances y voient une opportunité d'influencer l'agenda européen à leur avantage. Les Etats-Unis remettent en question les fondements européens, brandissent la menace d'un retrait de l'OTAN et imposent des barrières commerciales pour contraindre l'UE à s'aligner sur leurs intérêts stratégiques et économiques. Le discours du vice-président américain, J.D. Vance, à Munich illustre bien cette approche : "everything from our Ukraine policy to digital censorship is billed as a defense of democracy, [...] we ought to ask whether we're holding ourselves to an appropriately high standard." De son côté, la Chine exerce des pressions inverses, cherchant à dissuader l'UE de suivre le cap tracé par Washington. Pékin veut éviter que l'Europe ne prenne part à la guerre commerciale initiée par les USA et pousse en faveur de politiques favorisant ses exportations sur le marché européen. Mais au-delà de ces pressions directes, les puissances cherchent aussi à influencer l'UE de l'intérieur, en faisant pression sur les États membres pour entraver le fonctionnement des institutions européennes. La Hongrie de Viktor Orban en est un exemple frappant : son rapprochement avec la Russie et sa politique de blocage de certaines décisions illustrent comment certains États peuvent être utilisés comme des leviers d'influence. L'implication d'Elon Musk dans les élections allemandes constitue un autre excellent exemple. Ces actions ont pour but d'affaiblir la cohésion de l'UE, et donc sa force sur la scène internationale.

Un modèle dépassé ?

Le modèle politique européen, couplé à l'internationalisation croissante de l'économie, a conduit à une perte de maîtrise sur des dépendances stratégiques vis-à-vis de l'étranger. Faut-il en conclure que ce modèle est dépassé et qu'il doit être abandonné ? Ce cadre institutionnel, malgré ses limites, permet aux pays européens de préserver une autonomie stratégique face aux dynamiques imposées par les Etats-Unis et la Chine. Si Donald Trump critique si ouvertement l'Union

européenne, ce n’est pas seulement par posture idéologique, mais bien parce que l’Europe constitue un frein à son projet de dérégulation et d’ultra-libéralisation. Face aux pressions américaines et à l’offensive économique et technologique chinoise, c’est l’unité européenne qui permet aux États du continent d’exister en tant qu’acteurs politiques et économiques crédibles. Dans un monde où les relations internationales sont à nouveau perçues comme un jeu à somme nulle, où la compétition l’emporte sur la coopération, l’Europe incarne un modèle alternatif fondé sur la négociation et l’interdépendance, qui pourrait bien être la seule option viable pour ses membres s’ils veulent préserver leurs intérêts. De plus, « la mondialisation rend plus que jamais nécessaire le besoin de règles communes, dont la définition ne peut être laissée aux seules multinationales et investisseurs financiers. » Loin d’être un vestige du passé, ce modèle a le potentiel non seulement de renforcer (ou au minimum de préserver) la souveraineté européenne, mais aussi d’empêcher un retour à un monde structuré par une confrontation sino-américaine. En d’autres termes, plutôt que de s’effacer face à cette nouvelle dynamique mondiale, l’Europe a tout intérêt à assumer son rôle nécessaire de troisième voie.

Friedrich Merz : l’homme qui peut sauver l’Europe ?

Nous traversons aujourd’hui une période charnière. Que ce soit par la redéfinition de frontières par des invasions, la montée au pouvoir de partis populistes et les tensions toujours plus accrues pour les ressources naturelles, le monde est à la recherche de stabilité et de sécurité. Des pôles se forment donc autour des plus grandes forces géopolitiques qui promettent d’assurer protection militaire et stabilité commerciale. À l’heure où les contextes géopolitiques se redéfinissent, chacun cherche à montrer sa force pour assurer son statut de « puissant » et assurer sa sécurité et son état économique.

Clara Chassot

L’Alliance Transatlantique fragilisée

Une nouvelle tension en particulier vient aujourd’hui bouleverser l’ordre établi. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et la création de l’Organisation du Traité de l’Atlantique Nord (OTAN) en 1949, les États-Unis se sont toujours affichés comme des alliés de l’Europe, tandis que la Chine et la Russie semblaient incarner, en opposition, les principaux concurrents du monde Occidental. Cependant, des frictions viennent aujourd’hui mettre à nu la fragilité de cette alliance, frictions notamment attisées par la seconde arrivée au pouvoir de Donald Trump. Le nouveau gouvernement américain inscrit sa volonté d’éloignement vis-à-vis de l’Europe dans une volonté isolationniste plus globale. Le président républicain a annoncé vouloir introduire des taxes de 25 % sur les produits européens en ajoutant que l’UE avait été créée afin « d’entuber » les USA. Cette volonté d’outrepasser les liens diplomatiques a notamment été mise en œuvre par le président américain dans sa gestion de la guerre en Ukraine. Au lieu de tenter une discussion globale, le gouvernement républicain a directement engagé le contact avec le président Poutine en excluant donc les puissances européennes de l’échiquier stratégique.

Une Europe divisée face aux crises

L'Europe vit donc une période cruciale, voyant la guerre à ses portes et une situation économique interne préoccupante, elle a besoin aujourd'hui plus que jamais de se montrer soudée et souveraine sur le plan international. Cependant, ces dernières années ont plutôt donné l'image inverse. En proie à des tensions politiques à l'intérieur des pays membres et à des désaccords stratégiques globaux, l'Europe voit son unité se fracturer. La dégradation de la relation franco-allemande, moteur historique de l'Union européenne, illumine les nombreux travers des nations membres. Ces dernières années ont vu les gouvernements d'Emmanuel Macron et d'Olaf Scholz, peiner à trouver un terrain d'entente sur la politique européenne à mener. Cette mésentente symbolisée notamment par les récents accords de libre-échange signés entre l'Europe et le Mercosur, soutenus par Scholz et décriés par le pouvoir français. Ces deux États connaissaient également une crise politique interne soutenue par une montée du populisme et d'une cote de popularité du pouvoir très basse au sein de leur population. Cette situation a induit dans les deux cas des élections législatives anticipées où le parti du chef d'État s'est retrouvé minoritaire. Mais là où Emmanuel Macron a pu, de manière quelque peu controversée, garder le pouvoir en continuant à choisir son gouvernement. La défaite du SPD, Parti socialiste dont Olaf Scholz est issu, a été sans équivoque et lui a vraisemblablement coûté son poste. Ces élections ont rétrogradé le parti à la troisième place des forces politiques avec seulement 16.4% des suffrages derrière le parti d'extrême droite Alternative für Deutschland (AFD) à 20 %. Le « grand » gagnant, le parti démocrate-chrétien (CDU/CSU), a remporté ces élections avec 28% et qui pourra très certainement nommer le prochain chancelier.

Un nouvel espoir avec Friedrich Merz

Cette instabilité politique certaine pourrait inquiéter quant au futur, mais elle semble en réalité constituer un espoir pour les perspectives de renforcement de l'UE. L'homme désigné par le parti majoritaire comme futur chancelier : Friedrich Merz porte en effet un discours pro Europe et francophile. Ancien concurrent d'Angela Merkel à la tête de la CDU/CSU, Merz est connu pour son positionnement conservateur sur les questions sociétales et son orientation économique libérale. Traditionnellement pro-américain, Merz a récemment opéré un virage significatif en matière de politique étrangère en critiquant l'ingérence des États-Unis dans les élections allemandes, notamment le soutien apporté par Elon Musk au parti AfD d'extrême droite qu'il a placé au même niveau que les tentatives d'ingérences russes en déclarant que cette ingérence américaine n'était « pas moins dramatique » que celle de Moscou. Toutefois, son expérience en tant que président du conseil de surveillance de BlackRock Allemagne, un géant de la finance américain, peut interroger. Cette proximité avec le monde de la finance soulève des questionnements sur la possible influence de grandes entreprises dans ses choix politiques.

Un rapprochement stratégique avec la France

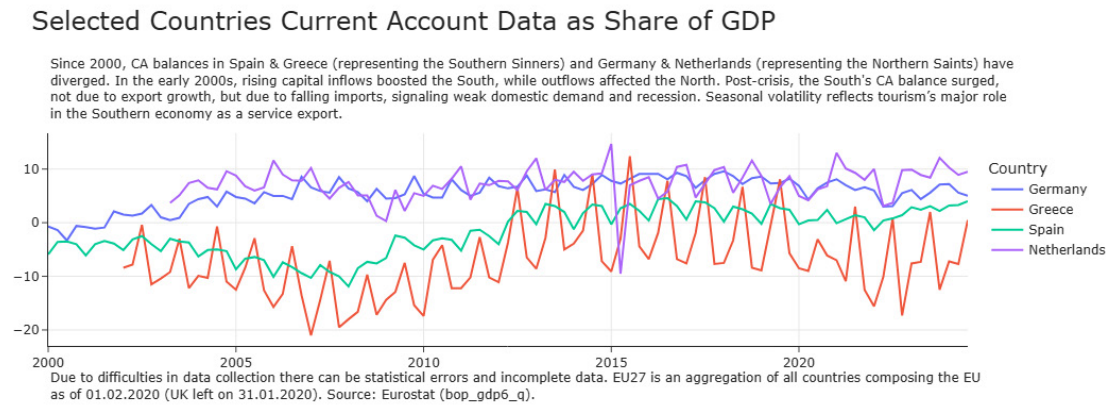
Les doutes quant aux positions politiques de Friedrich Merz ne semblent pourtant pas déranger le gouvernement français qui s'est empressé de l'inviter à Paris, avant même qu'il ne soit officiellement nommé chancelier. La visible sympathie entre les deux hommes provient notamment des nombreuses positions qu'ils partagent, par exemple sur l'importance de l'autonomie stratégique et militaire de l'UE, ainsi que sur la nécessité des aides assurant la souveraineté de l'Ukraine. Loin d'assurer à l'Europe une place de leader mondial dans les années qui vont suivre, le renouveau du gouvernement allemand permet au moins de rétablir un dialogue s'étant détérioré sous l'administration Scholz et d'espérer voir se reformer un axe franco-allemand fort, entrainant dans son sillage le renforcement global de l'Union européenne.

Les défis qui demeurent

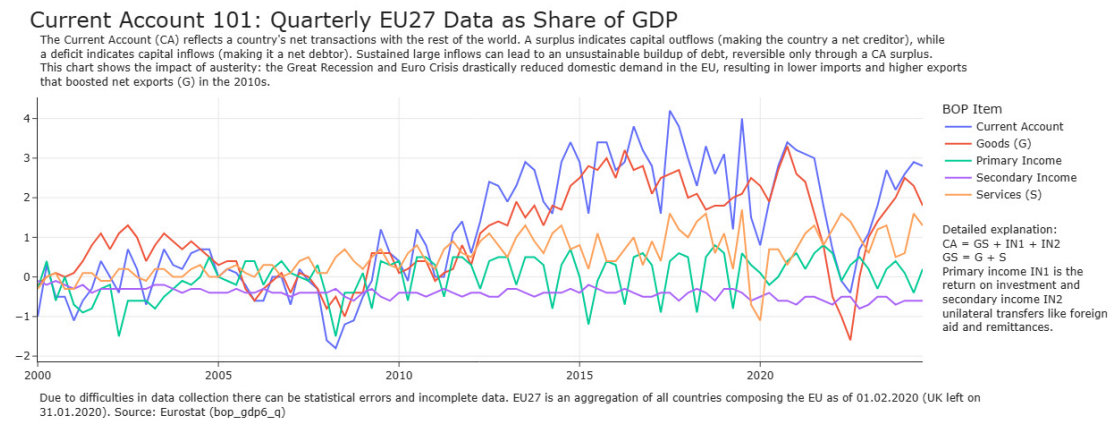
Toutefois, certains sujets peuvent encore alimenter la discorde entre ces gouvernements. La question énergétique est particulièrement au centre de nombreuses interrogations. Entre le nucléaire français et le charbon germanique, des accords devront être trouvés afin d'assurer la satisfaction des deux parties dans leurs activités commerciales respectives. Par ailleurs, bien que Merz affiche souhaiter une collaboration forte avec Paris, les positions conservatrices sur les questions sociétales, telles que l'avortement ou les droits LGBTQ+, pourraient constituer des sources de désaccord avec un pouvoir français plus progressiste. Enfin, l'ascension électorale des partis populistes au sein de ces pays oblige les dirigeants à redéfinir leur stratégie afin d'éviter une division accrue de leur nation, qui compromet l'unité du projet européen. Ce contexte amène le président français et le futur chancelier allemand à être confronté à une double responsabilité : restaurer un leadership européen, en assurant son efficacité, tout en apportant des réponses aux préoccupations internes de leurs électeurs respectifs. L'issue de l'implémentation de ce nouveau gouvernement en Allemagne, combinée aux enjeux internationaux croissants, déterminera si l'Europe pourra enfin s'affirmer comme une puissance souveraine ou si elle continuera à subir les influences extérieures au détriment de sa stabilité et de son unité.

Arthaud Widmer

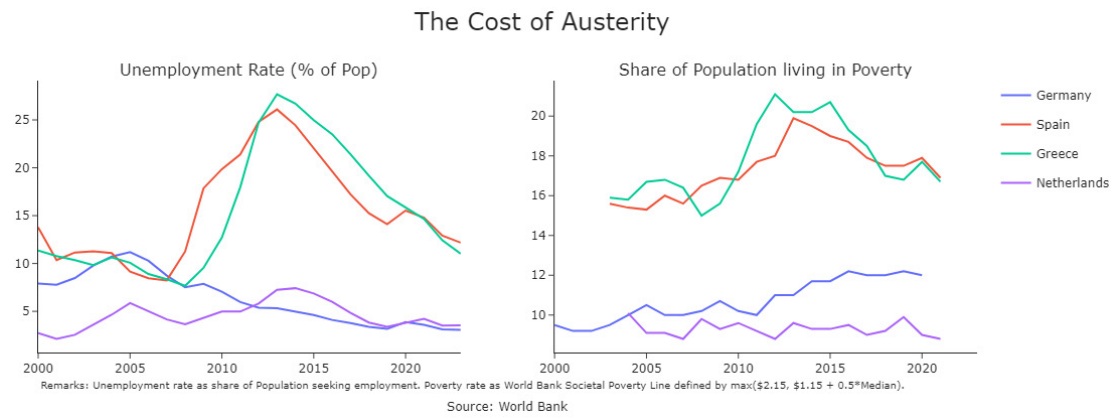
(Fig. 1)



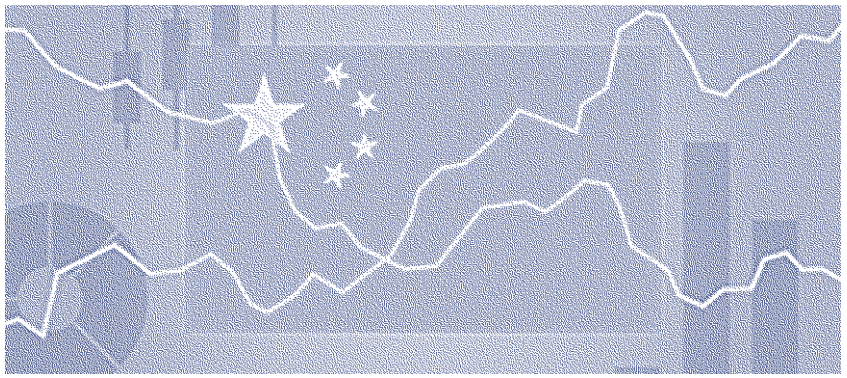
(Fig. 2)



(Fig. 3)



L'Économie chinoise contre l'Occident en 2025



BYD, Temu, Xiaomi, Deepseek, pour ne citer que les plus connues de ces marques chinoises. Chacune dans un style bien particulier, arrivent sur le marché Occidental, ou sont déjà bien établies, et concurrencent farouchement toutes les entreprises locales. Cette concurrence existe-t-elle réellement ? En effet, au vu des prix proposés dans toutes leurs gammes de produits, la qualité intrinsèque de ceux-ci et la valeur fondamentale que le consommateur en retire, il est possible d'émettre des doutes quant à une concurrence loyale. Passage au crible fin de ces entreprises qui souhaitent se tailler une part de marché colossale, sans parfois ne respecter aucune règle logique économique.

BYD

En 2025, BYD (Build Your Dreams), fondée en 1997, s'impose comme un acteur majeur de l'automobile mondiale grâce à une expansion rapide et des stratégies audacieuses. En février 2025, BYD lance l'Atto 2, un SUV compact électrique visant à concurrencer le Peugeot e-2008 et le Kia Niro. Pour contourner les barrières tarifaires, une usine en Hongrie démarre fin 2025, avec une capacité annuelle de 150 000 véhicules (Dolphin et Atto 3). Une seconde usine ouvrira en Turquie en 2026, bénéficiant de l'union douanière avec l'UE. En 2024, BYD a vendu 15 644 voitures électriques en Europe, atteignant 1,1 % du marché. L'objectif est 5 % en 2025, soutenu par une production accrue et un réseau de concessionnaires renforcé. En Espagne, la marque a enregistré une croissance spectaculaire de +874 %, avec 1 473 ventes entre janvier et juillet 2024. Avec un investissement annuel de 5,5 milliards de dollars en R&D et 102 000 ingénieurs, BYD dépose 32 brevets par jour ouvrable. Son usine produit 4 400 véhicules par jour. Stella Li, vice-présidente de BYD, compare la marque à « l'iPhone de l'industrie automobile », soulignant son ambition technologique et premium. BYD s'impose comme un rival sérieux pour les constructeurs Occidentaux, et l'essor de Temu promet d'être encore plus impressionnant.

TEMU

Filiale de PDD Holdings, Temu s'impose en 2025 comme un acteur clé du e-commerce en Occident grâce à des stratégies agressives et une adaptation rapide aux marchés locaux. Lancée aux États-Unis en 2022, Temu a atteint 292 millions d'utilisateurs actifs mensuels en 2024, dont 185,6 millions aux États-Unis et 92 millions en Europe. Présente dans 80 pays, elle s'est implantée sur des marchés clés comme le Royaume-Uni, l'Allemagne, la France et l'Espagne. La firme propose des prix 50 à 80 % inférieurs à ceux de la concurrence en supprimant les intermédiaires et en profitant des coûts de production chinois. En 2023, elle a investi 2 milliards de dollars en publicité, soit autant que Netflix, qui existe pourtant depuis 1997. Pour accélérer ses livraisons et réduire les barrières douanières, le géant chinois développe des entrepôts et collaborations locales. Au Royaume-Uni, elle recrute des vendeurs locaux pour garantir une livraison en 1 à 2 jours. En 2025, l'administration Trump a supprimé l'exemption « de minimis », qui évitait les droits de douane pour les colis de moins de 800 $. L'entreprise a dû revoir sa logistique et renforcer ses opérations locales. En Europe, elle est sous enquête pour sécurité des produits et protection des consommateurs. Grâce à une politique tarifaire agressive, une expansion rapide et une adaptation aux contraintes locales, Temu s'impose comme un redoutable concurrent du e-commerce Occidental.

Le raz-de-marée Deepseek

En 2025, DeepSeek, start-up chinoise d'IA, s'impose comme un rival sérieux des géants Occidentaux grâce à des modèles performants, économiques et des stratégies agressives. En janvier 2025, la startup dévoile DeepSeek-R1, un modèle aux performances comparables à GPT-4 d'OpenAI, mais développé à une fraction du coût. L'arrivée de l'entreprise chinoise a provoqué un séisme boursier : en une journée, Nvidia a perdu 593 milliards de dollars de capitalisation, un record historique. L'efficacité de la firme remet en cause les investissements massifs des entreprises Occidentales en IA. En février 2025, Tencent intègre la technologie de DeepSeek dans Weixin (WeChat en Chine) pour améliorer la recherche et les interactions IA. De son côté, BYD prévoit d'utiliser l'IA de DeepSeek dans ses nouveaux modèles, notamment pour le stationnement automatique et la navigation sur autoroute, entrant ainsi en concurrence directe avec Tesla. En décembre 2024, DeepSeek signe les « Engagements de sécurité de l'IA » aux côtés de 16 autres entreprises chinoises, illustrant une volonté de convergence avec les normes internationales. Pourtant, son ascension inquiète en Occident, où certains pays envisagent des restrictions sur les technologies d'IA chinoises. Grâce à ses innovations et son intégration rapide dans l'écosystème technologique, DeepSeek redéfinit la concurrence mondiale en IA, accentuant les tensions entre la Chine et l'Occident.

Et maintenant ?

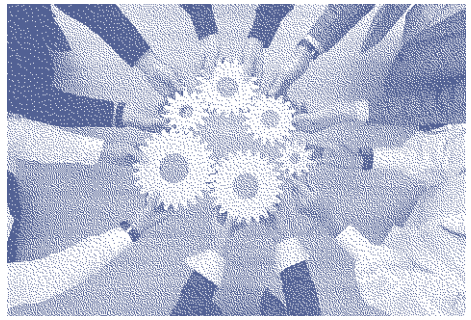
Après avoir exploré trois modèles d'entreprises chinoises sur des marchés variés, un point clé ressort : l'économie chinoise fonctionne comme un écosystème intégré, combinant entreprises, infrastructures et soutien étatique pour maximiser son impact à l'international. Contrairement aux entreprises Occidentales en forte concurrence, les groupes chinois évoluent en réseaux interconnectés :

- BYD & DeepSeek : L'IA de DeepSeek améliore les fonctionnalités autonomes des véhicules BYD.
- Temu & le réseau manufacturier chinois : Temu connecte directement les fabricants chinois aux consommateurs Occidentaux, éliminant les intermédiaires.

Cette coopération accélère l'innovation et optimise la réactivité face aux évolutions du marché. L'État joue un rôle clé en finançant massivement les secteurs stratégiques (véhicules électriques, IA, e-commerce) et en anticipant les tensions géopolitiques. Il encourage les entreprises à implanter des usines à l'étranger (ex. BYD en Hongrie) pour contourner les barrières commerciales. Face aux droits de douane croissants, les entreprises chinoises trouvent des alternatives :

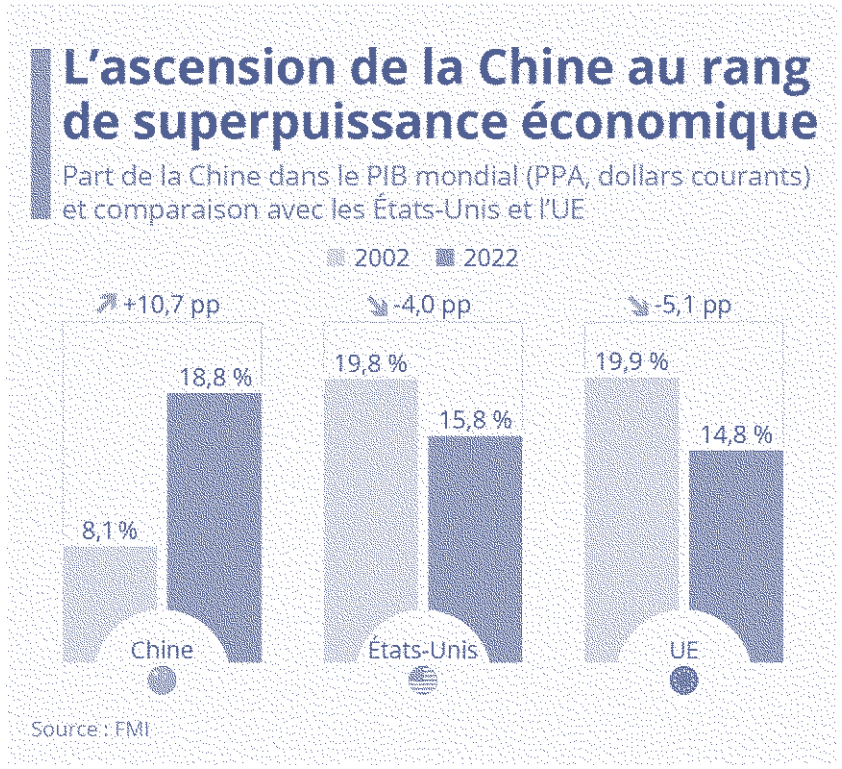
- Usines en Europe pour éviter les taxes sur les impor tations chinoises (BYD).
- Exploitation des régulations « de minimis » pour vendre sans taxes (Temu).
- Intégration aux écosystèmes locaux via des partenariats stratégiques (DeepSeek avec Tencent).

Mais en 2025, les États-Unis ont supprimé l'exemption « de minimis », et l'UE envisage une taxe carbone sur les importations. Malgré les tensions, le potentiel reste énorme, avec une capacité de production et d'innovation inégalée, une vision stratégique à long terme, loin de la pression des résultats trimestriels Occidentaux et un contrôle des infrastructures logistiques mondiales, facilitant la distribution rapide des produits chinois. L'expansion chinoise semble loin de ralentir, malgré les obstacles politiques et commerciaux croissants.



L'Europe est-elle vraiment en retard ?

Un durcissement réglementaire Occidental est en cours : hausse des droits de douane, restrictions sur l'IA chinoise, et exigences croissantes en matière de durabilité et d'éthique de consommation. Ces éléments suggèrent une prise de conscience progressive en Europe, même si la riposte reste timide. Si la Chine domine par son écosystème intégré et son soutien étatique, elle reste dépendante de ressources clés comme les semi-conducteurs avancés, qui pourraient être restreints en cas de tensions géopolitiques. Cette vulnérabilité pourrait être un levier pour l'Occident. En 2025, l'expansion chinoise en Occident est une réalité, mais la résistance grandit. Pour rivaliser, l'Europe devra investir massivement dans l'innovation pour ne pas subir la domination technologique chinois, encourager la relocalisation industrielle afin de réduire la dépendance aux importations et renforcer la coopération intra-européenne pour adopter une stratégie unifiée face à Pékin. Si ces actions ne sont pas engagées rapidement, la Chine pourrait bien imposer durablement ses règles économiques. Cependant, des solutions existent pour inverser la tendance. Un prochain article explorera les stratégies que l'Europe peut adopter pour regagner du terrain face à cette montée en puissance.



Georg Peter

Pourquoi l'Europe peine-t-elle à créer des licornes ?

Depuis une décennie, le terme « licorne » s'est imposé comme un symbole de prospérité dans l'univers des start-ups. Inventé en 2013 par Aileen Lee, il désigne une entreprise technologique non cotée en bourse et non filiale d'un grand groupe, valorisée à plus d'un milliard de dollars. Aux Etats-Unis, ces licornes naissent à une vitesse fulgurante - des noms comme Uber, Airbnb ou OpenAI sont devenus des géants mondiaux en quelques années. En Europe, en revanche, le phénomène reste plus discret. Malgré quelques succès mondiaux comme Klarna, Revolut ou Back Market, le Vieux Continent peine à faire émerger des acteurs capables de rivaliser avec les mastodontes américains.
Ce retard soulève une question cardinale : pourquoi l'Europe peine-t-elle à produire des licornes au même rythme que les Etats-Unis ? Les freins sont nombreux et entravent l'émergence d'un écosystème technologique aussi dynamique que celui de la Silicon Valley. L'Europe est-elle condamnée à être une terre d'innovation sans réels champions du numérique, ou peut-elle encore inverser la tendance ?

Un bref état des lieux

Il existe actuellement plus de 1'565 licornes dans le monde. Le nombre de licornes est largement dominé par les États-Unis, comptabilisant 739 licornes en février 2024. En revanche, l'Europe, bien qu'en forte croissance, n'abrite qu'environ 430 licornes. Le Royaume-Uni se distingue avec 60 licornes, représentant une valorisation totale de 271 milliards de dollars. L'Allemagne suit avec 39 licornes, totalisant 119 milliards de dollars. La France, quant à elle, compte 30 licornes actives, reflétant une croissance notable par rapport aux 3 licornes recensées en 2017. Pour mieux comprendre cet écart, il convient de se rapporter au ratio du nombre de licornes par habitants. Les États-Unis, avec une population de 340 millions d'habitants en 2024, compte environ 2 licornes par million d'habitants, tandis que l'Europe n'affiche que 0.5 licorne par million. Ce chiffre démontre une densité beaucoup plus faible de licornes en Europe, malgré une population totale supérieure à celle des Etats-Unis (environ 742 millions d'habitants). En outre, des pays comme l'Estonie, bien que petit en termes de population (1,3 million d'habitants), détiennent un ratio de licornes impressionnant avec environ 7,7 licornes par million d'habitants. Ayant un nombre remarquable de 10 licornes, ce résultat est un excellent exemple de l'impact des politiques locales et de l'environnement entrepreneurial. Où se trouve donc l'enjeu ? Les secteurs dans lesquels les licornes se développent diffèrent également entre les États-Unis et l'Europe.

Aux États-Unis, les licornes se concentrent massivement dans des secteurs tels que l'IA, la biotechnologie, la fintech et les deeptech. Des entreprises comme Stripe (fintech), UiPath (IA) et SpaceX (aérospatial) en sont des exemples emblématiques. En Europe, la tendance est légèrement différente. Les secteurs dominants incluent la fintech, l'e-commerce et la mobilité. Par exemple, des entreprises comme Revolut (fintech), Klarna (e-commerce) et Back Market (reconditionnement électronique) font partie des licornes les plus connues. Si l'Europe montre un dynamisme certain, elle semble cependant moins présente dans des secteurs d'innovation de rupture tels que l'IA et la biotech, où les États-Unis restent de loin les leaders mondiaux.
Le cas de la Chine est également intéressant à étudier : avec plus de 200 licornes, la Chine combine soutien étatique massif et investissements privés via des géants comme Alibaba et Tencent. Ce modèle hybride, fondé sur l'engagement public et privé, montre une autre voie possible pour les pays européens.

1. Un accès au financement limité

L'un des principaux obstacles au développement des licornes en Europe réside dans l'accès au financement. Aux Etats-Unis, les fonds de capital-risque (VC) investissent largement, notamment des acteurs comme Sequoia, Andreessen Horowitz et Benchmark, qui injectent des milliards dans des start-ups à fort potentiel de croissance. En comparaison, les fonds européens sont beaucoup moins nombreux et leurs investissements restent plus modestes. En 2020, les investissements en capital-risque en Europe ont totalisé environ 21 milliards de dollars, alors qu'aux États-Unis, ce chiffre a atteint 130 milliards de dollars.
Cette différence peut expliquer en partie pourquoi certaines start-ups européennes, après avoir atteint une certaine taille, sont acquises par des entreprises américaines où elles se dirigent directement vers la Silicon Valley pour lever des fonds et accélérer leur croissance.

2. Une culture du risque plus timide

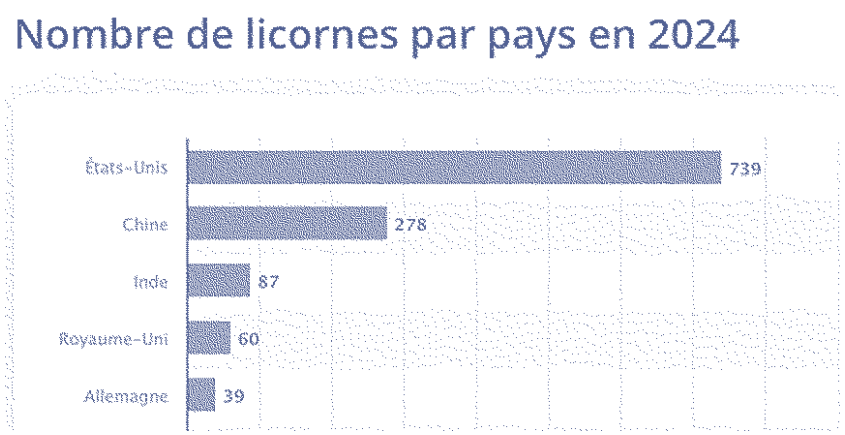
L'Europe n'a pas la même culture de la prise de risque que les États-Unis. Aux États-Unis, l'échec entrepreneurial est perçu davantage comme une expérience d'apprentissage, ce qui permet aux entrepreneurs de prendre des risques plus importants. En Europe, au contraire, l'échec est souvent stigmatisé, ce qui peut dissuader les jeunes talents de se lancer dans des projets ambitieux. Les entrepreneurs européens, en particulier dans des pays comme l'Allemagne, privilégient souvent une approche plus pragmatique et conservatrice. Plutôt que de viser une croissance rapide, ils privilégient des modèles plus rentables et durables, ce qui, dans certains cas, freine l'émergence de licornes.

3. Un marché fragmenté : le défi des 27 pays

Le marché européen présente un grand défi en raison de sa fragmentation géographique et législative. Alors qu'aux États-Unis, les start-ups bénéficient d'un marché unique avec une législation uniforme, l'Europe est divisée en 27 pays, chacun ayant ses propres régulations, fiscalité et marchés. Une start-up française, par exemple, qui veut s'étendre en Allemagne, doit naviguer à travers des législations différentes, des structures fiscales distinctes et des barrières linguistiques. Cette fragmentation ralentit l'expansion des entreprises et augmente les coûts liés à l'internationalisation. La création d'un marché unique numérique en Europe pourrait constituer une solution pour surmonter cet obstacle.

4. Les désavantages de la bureaucratie

Enfin, l'Europe souffre d'une bureaucratie et d'une réglementation souvent perçues comme lourdes. Des régulations comme le RGPD (Règlement général sur la protection des données) imposent des contraintes supplémentaires aux entreprises, qui doivent consacrer beaucoup de temps et de ressources pour se conformer aux exigences légales. Cela crée un environnement plus contraignant pour les entreprises en croissance rapide, qui doivent constamment s'adapter aux nouvelles législations et gérer des processus administratifs plus complexes que leurs homologues américaines.

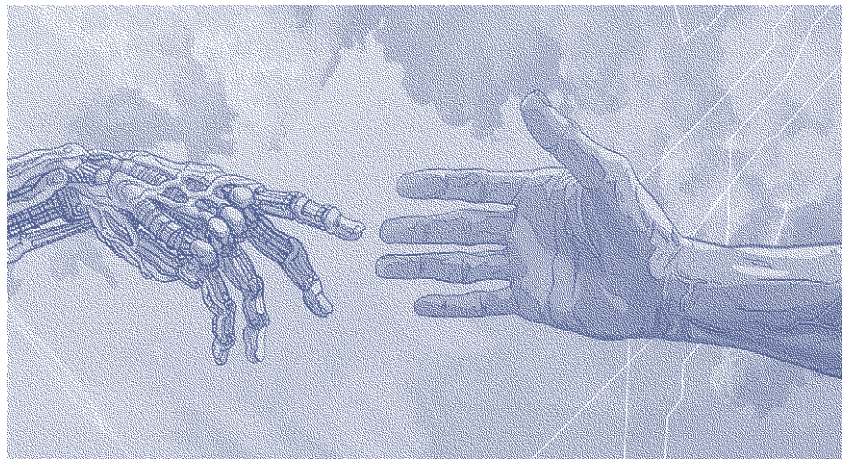


Peut-on rattraper l'écart ? Les pistes d'amélioration pour l'Europe

Pour rattraper son retard, l'Europe pourrait fournir davantage d'investissements dans le capital-risque afin de soutenir des start-ups à haut potentiel. Des incitations fiscales, comme celles que l'on retrouve aux États-Unis, pourraient également inciter davantage d'investisseurs privés à prendre des risques. L'European Innovation Council Fund, qui a investi dans des projets comme Graphcore et Northvolt, représente un bon début, mais des efforts supplémentaires paraissent nécessaires pour suivre l'exemple des grandes puissances. Créer un marché unique pour les start-ups à l'échelle européenne permettrait d'accélérer leur expansion à l'international. L'unification des régulations et la création d'une zone de libre-échange numérique stimuleraient la croissance des entreprises, réduiraient les coûts d'exportation et simplifieraient les démarches administratives. L'Europe pourrait également changer sa mentalité vis-à-vis de l'entrepreneuriat. Une culture du risque plus tolérante et un soutien actif aux entrepreneurs aideraient à stimuler la création d'entreprises innovantes. Des programmes d'incubation à l'échelle européenne, à l'instar de ceux des universités américaines, pourraient jouer un rôle central dans ce changement culturel. Enfin, l'Europe devrait investir dans des secteurs technologiques de rupture, comme l'IA, la biotech et les deeptech, afin de rivaliser avec la Silicon Valley. Des initiatives comme le programme Horizon Europe, qui finance l'innovation et la recherche, sont des outils puissants, mais il est important d'assurer leur accès à un nombre accru de start-ups ambitieuses.

Candelaria Marmora

L'Europe technologique, un avenir radieux ?



L'Europe est-elle vraiment en retard en matière d'innovation technologique ? Cette question revient souvent dans les débats, mais qu'en est-il réellement ? Pour répondre à cette interrogation, il est essentiel d'examiner les forces et les faiblesses du continent en matière de technologie.

La domination américaine et l'Europe

Lorsqu'on observe les marchés financiers, les États-Unis dominent clairement le domaine. Les géants technologiques américains, souvent surnommés « les sept magnifiques » (nVidia, Meta, Tesla, Amazon, Alphabet, Microsoft, Apple), sont non seulement les plus valorisés, mais aussi les plus influents grâce à leur approche software qui maximise leur capacité à profiter des économies d'échelle. La percée historique de nVidia cette année en est un exemple frappant. Cette entreprise, spécialisée dans les processeurs graphiques, a vu sa valeur exploser grâce à ses innovations dans le domaine de l'intelligence artificielle (IA) et du calcul haute performance. Il semble donc logique que l'Europe, si elle souhaite stimuler son marché des nouvelles technologies, doive investir massivement travailleurs et argent dans le développement de ces dernières et notamment dans l'IA. Investir dans ces marchés, c'est non seulement développer la souveraineté technologique de l'Europe mais c'est aussi créer des emplois en Europe, ce sont ces nouvelles places de travail qui doivent justement servir à compenser la perte d'emploi à cause de l'IA générative.

Le cas Nokia: une leçon européenne

L'histoire de Nokia est emblématique des défis auxquels l'Europe est confrontée en matière d'innovation technologique. Autrefois leader incontesté du marché des téléphones mobiles, Nokia a vu sa position s'éroder face à l'émergence de l'iPhone et de son écran tactile révolutionnaire. Ce déclin n'est pas seulement dû à un manque d'innovation, mais aussi à une incapacité à anticiper les changements du marché et à s'adapter rapidement. Nokia a sous-estimé l'importance de l'expérience utilisateur et de l'écosystème logiciel, se concentrant principalement sur le matériel. Ce cas illustre l'importance pour les entreprises européennes de ne pas seulement innover technologiquement, mais aussi de comprendre et de répondre aux besoins évolutifs des consommateurs. Pour éviter de répéter les erreurs de Nokia, l'Europe doit encourager une culture de l'innovation continue, soutenue par des investissements stratégiques et une collaboration étroite entre les entreprises, les universités et les gouvernements.

Une excellence académique encore peu exploitée

Cependant, l'Europe n'est pas en reste. Le vieux continent est plein de ressources, notamment académiques. Les fameuses grandes universités britanniques comme Oxford ou Cambridge ont toujours été parmi les meilleures universités au monde et continuent d'exceller. La France dispose aussi de grandes écoles renommées comme Paris-Saclay, l'Allemagne aussi avec la TUM (Technische Universität München), toutes ces écoles sont reconnues pour leurs capacités d'innovation, notamment dans les nouvelles technologies et en IA. Ces institutions forment des ingénieurs et des chercheurs de haut niveau qui contribuent activement à l'avancement technologique mondial. Seul hic, une fois leurs études terminées le travail n'est pas disponible dans la Ruhr ou au nord de l'Italie, qui se concentrent sur des secteurs plus traditionnels. C'est dans ce contexte que les diplômés s'envolent direction la Silicon Valley ou des groupes entiers de diplômés de ces institutions composent les pôles de développement d'IA chez des géants comme Apple, Meta, Google ou encore Microsoft.

Des exemples européens… mais isolés

Au-delà des infrastructures académiques, l'Europe dispose d'un spécialiste de renom : ASML. Cette entreprise néerlandaise produit les lasers les plus précis au monde, essentiels pour la gravure de puces toujours plus fines. ASML est l'acteur clé qui garantit l'avance technologique de l'Ouest dans la production de microprocesseurs face à la Chine et ses progrès rapides. La maîtrise de cette technologie est cruciale pour l'avenir de l'industrie numérique, car elle permet de fabriquer des composants plus puissants et plus économes en énergie. Le problème est que cet exemple est unique et

peu scalable comparément à une entreprise qui produit du software, précisément comme les « sept magnifiques » dont on parlait plus haut. Spotify, entreprise suédoise ayant révolutionné la façon de consommer du contenu audio, autant musical que podcast en est aussi un exemple mais comme pour ASML, c'est l'exception qui confirme la règle. Cependant, la question de la création de nouvelles startups en Europe et des défis réglementaires associés ne constitue pas le sujet de cet article. Ce thème a d'ailleurs été abordé dans un article intitulé « Pourquoi l'Europe peine-t-elle à créer des licornes ? », écrit par notre rédactrice Candelaria Marmora. Si vous souhaitez approfondir cette problématique, la rédaction vous recommande vivement sa lecture.

Des signaux positifs mais un marché encore timide

En fin de compte, l'Europe démontre sa capacité à mettre en place les infrastructures nécessaires pour concurrencer le reste du monde. Toutefois, le marché européen peine encore à atteindre le niveau de dynamisme observé aux États-Unis. Des événements comme le « AI France Summit », sont cruciaux pour stimuler ce marché. Ils offrent une plateforme pour les entreprises européennes afin de présenter leurs innovations, d'attirer des investisseurs et de nouer des partenariats stratégiques. Pour conclure, l'Europe possède tous les atouts pour briller sur la scène technologique mondiale. Il est impératif que plusieurs entreprises émergent et tirent parti de l'économie d'échelle pour repeindre le tableau des marchés européens et détrôner les compagnies pétrolières ou les constructeurs automobiles. Cela passe par des investissements accrus dans la recherche et le développement, la création de politiques favorables à l'entrepreneuriat et la promotion de la collaboration entre les différents acteurs du secteur. En adoptant une approche proactive et coordonnée, l'Europe pourra non seulement combler son retard, mais aussi devenir un leader mondial de l'innovation technologique.

Nils Kundert

Réponses au mot croisé:

1. TROIKA
2. NEXIT
3. MONNET
4. SCHENGEN
5. COHESION
6. MAASTRICHT
7. DELORS
8. HAGUE
9. SUBSIDIARITE
10. SPINELLI
11. UNANIMITE
12. ELARGISSEMENT

FONDATION
JEAN MONNET
POUR L'EUROPE

comité
HEC LAUSANNE

ALUMNI
HEC
LAUSANNE

La
NEBULEUSE

ESSOPOL
ETUDIANT·X·E·S EN SCIENCES SOCIALES ET POLITIQUES

UNIL | Université de Lausanne
HEC Lausanne

Organisation:
Benoît Castagna
Clara Chassot
Samantha Cotter

Rédactrice en chef:
Gwendoline Munsch

Rédaction:
Samantha Cotter
Jean-Baptiste Fasel
Jonas Bruno
Adrien Mocaer
Mina Ghassabi
Clara Chassot
Arthaud Widmer
Georg Peter
Candelaria Marmora
Nils Kundert

Coordination:
Nils Kundert

Conception graphique:
Bogdan Kulyk

Impression:
NewspaperClub

Achevé le:
14.04.2025

FONDATION JEAN MONNET POUR L'EUROPE

UNIL | Université de Lausanne
HEC Lausanne

NEBULEUSE

comité HEC LAUSANNE

ALUMNI HEC LAUSANNE

ESSOPOL
ETUDIANT·X·E·S EN SCIENCES SOCIALES ET POLITIQUES